



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juillet 2013 sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité

Réponse du CLER

Le 14 août 2013

Association CLER
2-Bât-B rue Jules Ferry
93100 Montreuil
Tél : 01 55 86 80 00
Fax : 01 55 86 80 01
Web : www.cler.org
Courriel : info@cler.org

Table des matières

I Le CLER en bref.....	1
II Méthodes de calcul du TURPE.....	1
III Incitation à l'investissement	2
IV Chauffage électrique.....	2
IV Energies renouvelables.....	4

I Le CLER en bref

Association agréée pour la protection de l'environnement spécialisée dans l'énergie, le CLER, Réseau pour la Transition Énergétique, regroupe plus de 200 acteurs des territoires mobilisés notamment autour de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables : associations et agences locales, entreprises, collectivités, organismes de formation...

Représentativité et point de vue du CLER vis à vis de la distribution d'énergie

Créé en 1984, le CLER représente aujourd'hui à travers ses membres plus de 10 000 citoyens actifs en faveur d'une transition vers un système énergétique durable et poursuit ses objectifs à travers des échanges, des actions d'information et de communication et l'élaboration de propositions à destination des Pouvoirs Publics,

Le CLER fédère tout à la fois des collectivités concernées par les SRCAE et les PCET, des syndicats d'énergie, des porteurs de projets d'efficacité énergétiques, ainsi que des développeurs de projets et des producteurs d'énergies renouvelables : à ce titre, le point de vue développé ci-dessous reflète un accord sur le fond entre ces différents acteurs.

II Méthodes de calcul du TURPE

Le CLER souhaite que la méthode alternative, qui est d'approche comptable, soit celle retenue par la CRE dans le cadre de la mise en œuvre du TURPE 4 :

elle est la seule à pouvoir assurer une sécurité juridique suffisante vis-à-vis de la décision du Conseil d'Etat du 28 novembre 2012 ;

elle est la seule à être cohérente avec le droit européen (Directive 2009/72, article 14 du règlement communautaire 714/2009).

La stabilité juridique est un élément indispensable à la mise en œuvre d'une politique d'investissement de long terme et la CRE devrait en faire état dans sa délibération.

Le CLER soutient le SIPPEREC dans ses remarques relatives à cette méthode comptable dite « alternative » pour ce qui est de son aménagement ainsi qu'à celles relatives à la méthode proposée par ERDF.



III Incitation à l'investissement

Le niveau du TURPE ne constitue en aucun cas un élément d'incitation à l'investissement, d'autres mécanismes doivent donc être mis en place :

il doit être prévu des pénalités financières dissuasives en cas de non atteinte d'objectifs de qualité (temps de coupure par exemple) ou bien de non-atteinte des objectifs d'investissement ;

le niveau actuel très élevé de remontée de dividendes d'ERDF à la maison mère EDF est inacceptable. Il doit être contractualisé à un niveau moyen pondéré correspondant à la prise de risques réelle ;

conformément à l'article 31 de la Directive 2009/72, une séparation patrimoniale et comptable pleine et entière doit être faite entre ERDF et sa maison mère EDF ;

il est indispensable de mettre en œuvre des schémas territoriaux pluriannuels d'investissements sous le contrôle des AODE en cohérence avec les différents plan régionaux (S3REnR, SRCAE, etc.).

La CRE doit faire état dans sa délibération de ses éléments indispensables à l'atteinte d'un niveau acceptable d'investissement.

IV Chauffage électrique

Lors de la consultation CRE du 6 mars 2012, le CLER indiquait qu'il était « [...] *indispensable de refléter dans la structure du TURPE différents niveaux de puissance correspondant à la pénétration du chauffage électrique sous forme peu performante d'effet Joule* ».

Nous indiquions également que « [...] *les gestionnaires de réseaux devraient être incités à participer au financement de ces solutions techniques simples, à hauteur des économies qu'elles engendrent sur les besoins de renforcement de réseaux [...]* Le TURPE pourrait à cette fin prévoir une rémunération du gestionnaire de réseau lorsqu'il investit dans des actions de MDE ciblées à minima équivalente à celle qu'il obtient lorsqu'il investit dans du renforcement ».

Nous souhaitons également qu'« [...] *Afin de mettre de mener de manière cohérente cette réflexion, ce travail doit être complété par une étude sur le coût réel du chauffage électrique par effet joule et la climatisation afin de :*

- *Détailler les coûts suivant les différents postes (infrastructures transport et distribution, production de pointe, importations, etc) ;*
- *rechercher les coûts par région (en particulier pour Bretagne, PACA, la Corse et l'Outre-mer) et par types de périodes (en particulier pour la pointe) ;*



- *Etudier le financement des charges correspondantes et les transferts de charges entre les catégories d'abonnés . »*

Ces remarques restent d'actualité et le CLER regrette qu'à ce jour aucune étude relative à l'impact du chauffage électrique n'ait été lancée et qu'aucune incitation à la maîtrise de l'énergie ne soit prévue dans le TURPE 4 vis-à-vis des gestionnaires de réseaux.



IV Energies renouvelables

De même le CLER regrette qu'aucune de ses remarques faites au sujet des énergies renouvelables dans sa réponse à la consultation du 6 mars 2012 n'ait été prise en compte.

Il considère en outre qu'il est anormal que les investissements réalisés lors de raccordements au réseau de distribution de systèmes de production EnR soient financés en totalité par les producteurs, alors qu'ils font l'objet d'une réfaction de 40% pour les raccordements de soutirage.

Ceci constitue d'une part une discrimination flagrante et infondée entre catégories d'utilisateurs du réseau, d'autre part une preuve explicite de la préférence accordée par le gestionnaire de réseau et sa maison-mère à la consommation, voire une incitation à son augmentation en contradiction avec la priorité affichée dans la politique de l'État et dans ces engagements internationaux à la réduction de la consommation d'énergie.

Dans ces conditions, le CLER considère que la réfaction dont bénéficiaient initialement tous les utilisateurs des réseaux et qui a été supprimée au détriment des seuls producteurs doit être rétablie pour ces derniers ou, à défaut, supprimée pour les autres utilisateurs de façon à rétablir une égalité de traitement qui n'aurait jamais dû être remise en cause. (cf. nos remarques du 6 mars 2012.

